

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°1018 du 5 décembre 2009

Hebdomadaire 1,50 €



AU SOMMAIRE DU N°1018 :

EDITORIAL : Le chant des sirènes pp. 1-2
CONJONCTURE : Les dangers de l'aide publique au développement pp. 3-4
ACTUALITÉ : Les limites de la démocratie directe p. 5 - Afghanistan : des militaires plutôt que des soldats p. 6 - Des voitures électriques pour les Chinois pp. 6 - Capitalisation : les questions que se posent les français p. 7 - L'épargne : vertu privée, vice public ? p. 8.

Abonnement

Formule papier (1 an-40 n°): 60.00€
Formule électronique (1 an-40n°): 40.00€
Abonnement de soutien (1 an) : 100.00€

aleps

LE CHANT DES SIRENES

Copenhague est célèbre par la statue de la petite sirène, impudiquement installée sur son rocher au milieu du port. Est-ce pour cette raison que les grands de ce monde ont fait choix de la ville pour sauver la planète ? Ils ont peut-être pris leur décision trop à la hâte : la sirène est menteuse, la sirène est tueuse.

La sirène est menteuse. Est-elle femme ? Est-elle poison ? La sirène symbolise le mensonge, et ce sommet semble en effet organisé sous le signe du mensonge. Car rien n'est plus mensonger que cette affaire de réchauffement climatique et d'épuisement des ressources naturelles. Depuis plusieurs années on cherche à faire croire au grand public que la planète est menacée par les grands consommateurs de pétrole, pollueurs et émetteurs de CO2.

Or, non seulement il n'y a aucune certitude scientifique sur ces points, mais on fait croire qu'il y a un consensus au sein de la communauté mondiale des savants. Pire encore : ceux qui ne partagent pas l'opinion du GIECC (Groupe Intergouvernemental d'Etude du Changement Climatique) sont dénoncés comme charlatans, ennemis de la science, fossoyeurs de la planète.

Je rappelle ce que j'ai affirmé sans relâche, comme tant d'autres, depuis des mois :

1° Le réchauffement n'est pas évident ; il n'est ni global, ni important, ni nouveau, ni lié à la production de CO2. Aujourd'hui on commence à annoncer une longue période de refroidissement, ce qui a fait dire à Madame Jouanno : «A court terme, la planète se refroidit peut-être, mais il faut voir plus loin : dans 50 ans elle pourrait se réchauffer ». Sage application du principe de précaution : il vaut mieux se prémunir du chaud tant qu'il fait encore un peu froid.

2° Si réchauffement il y a ou il y avait, il n'est ni ne serait « anthropogène », c'est-à-dire dû à l'activité de l'homme, mais bien « héliogène » : dû aux facéties du

ASSOCIATION LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille

soleil. Les changements climatiques, courts ou longs, sont aussi vieux que le monde, très antérieurs à l'automobile et à la « société de consommation ».

Ces propositions simples ont été ridiculisées, et passent pour simplistes. Elles ont pourtant été avalisées par un nombre de climatologues, physiciens, géologues, très supérieur à celui des « réchauffistes », qui sont bien plus à l'aise dans la propagande et l'intoxication que dans la recherche scientifique. On a découvert que tous les mails qui apeurent les gens à partir de rapports dits scientifiques provenaient en fait des mêmes rares sources, dont celle du professeur Mann, l'inventeur du pseudo consensus.

Depuis quelques semaines, on parle ouvertement d'un « Climatgate », un scandale de même nature que celui du « Watergate » à base de falsification de documents, de disparition d'articles, de pression sur les journalistes. Le scandale le plus détonnant est celui relevé à l'encontre du professeur Jones, de l'Unité de Recherche sur le Climat (CRU) de l'Université d'East Anglia au Royaume Uni. Ayant apporté la preuve « irréfutable » du réchauffement depuis 150 ans, le bon professeur avait été prié de donner les relevés statistiques sur lesquels il s'était appuyé. Hélas : ces documents ont été « écrasés » par l'ordinateur de son équipe, et il n'a plus les chiffres d'origine, il peut cependant donner les chiffres « avalisés » qu'il a vérifiés avec tant de soin.

Ainsi donc, le mensonge le plus criant est celui qui prétend mettre quelque certitude scientifique dans la thèse du réchauffement climatique.

Quant à l'épuisement des énergies fossiles, c'est une réédition de la farce que le club de Rome nous avait servie en 1972. A en croire les auteurs de « Halte à la Croissance » les réserves de pétrole devaient être épuisées avant la fin du XX^e siècle. Non seulement cela ne s'est pas produit et de nouveaux gisements ont été découverts et exploités, mais tous les ingénieurs du secteur pétrolier savent qu'il est impossible d'estimer les réserves à long terme, et qu'il n'y a aucun risque de pénurie à court terme.

Mais la sirène n'est pas seulement menteuse, elle est tueuse. Tueuse de croissance, mais surtout tueuse de libertés. Le tintamarre assourdissant autour des périls qui menacent la planète a pour première raison d'être de détruire le capitalisme et le libre échange, pour mettre en place des organisations mon-

diales planificatrices. C'est un nouvel assaut contre le marché, que l'on dit en échec complet à cause de la crise financière – alors que le marché n'y est pour rien. On va voir les « pauvres » du Sud, dont les dirigeants ne manquent ni d'imagination ni d'argent présenter leur cahier de doléances à ces « riches » du Nord, exploiters, cupides, et qui seront invités à faire repentance. Il est à remarquer que le président Singh, au nom de l'Inde, ne veut entendre parler d'aucune mesure qui risquerait de freiner la croissance et qui autoriserait une autorité internationale à canaliser la croissance indienne. En attendant, le climat délétère créé par les malthusiens retarde toute reprise « durable », et le poids de la fiscalité verte va s'accroître, la croissance verte ne créant pas d'emploi mais les détruisant avec la réglementation, le gaspillage des investissements en « énergies nouvelles ».

Pourtant le sommet de Copenhague fait recette, et les politiciens de nombreux pays vont vouloir démontrer qu'ils sont là pour sauver le monde. Copenhague entre dans cette stratégie du « retour de l'Etat ». Après avoir apeuré les peuples, les gouvernants se présentent en seuls sauveurs possibles. Pompiers pyromanes, ils créent des crises ou en inventent pour mieux occuper le devant de la scène. Les citoyens vont être à nouveau sous le joug. On leur prescrit déjà comment se loger, comment se chauffer, comment se transporter, comment se nourrir. On leur demande d'applaudir à la taxe carbone, aux déficits, à la dette : les contribuables paieront. On défigure les paysages avec des éoliennes aussi coûteuses que stériles. Au nom du développement durable, c'est l'esclavage durable qui cherche à se mettre en place.

Comme le dit Vaclav Klaus, ce n'est pas la planète qui est en danger, c'est la liberté. Les libéraux ne sont pas insensibles à la qualité des biens environnementaux, mais ils pensent que leur gestion est mieux assurée par la responsabilité que confèrent les droits de propriété, et que la créativité humaine est de nature à relever les défis, tandis que les bureaucraties publiques ne font que tuer l'initiative et nous ramener à l'économie de guerre.

Surtout ne pas écouter le chant des sirènes. D'abord harmonieux, il devient ensuite insoutenable, strident, puis fatal.

Jacques Garelo

LES DANGERS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Il y a longtemps que les économistes ont compris l'importance du commerce international et de la mondialisation dans le développement des peuples, à commencer par les plus pauvres. La semaine dernière, nous le soulignons à propos de l'Asie et de la zone Pacifique en général. Des hommes politiques non libéraux, comme Clinton, l'ont compris en affirmant que « le commerce était la meilleure forme d'aide ». Pourtant, les organisations internationales, ONU en tête, ainsi que beaucoup de responsables politiques au sein du G20 ne cessent d'appeler à l'aide publique au développement, qui serait la seule arme à la fois efficace et morale contre la pauvreté. Voilà qu'un ouvrage récent remet en cause cette thèse actuellement dominante : l'aide publique serait non seulement inutile, mais néfaste.

Quand la jet set ruine le tiers-monde

N'ayons pas honte de l'avouer, c'est pour une fois un titre du Monde qui nous a interpellé. Il s'agit des articles, en général excellents, que publie chaque dimanche en dernière page Pierre-Antoine Delhommais, qui tranchent sur le parti-pris antilibéral habituel de ce journal. L'un de ses articles avait un titre étrange « Plus de Moyo, moins de Bono ». Bono, on connaît. C'est le chanteur du groupe de rock U2, très engagé dans l'action caritative, la lutte contre le Sida, mais aussi dans l'annulation de la dette du tiers-monde et dans la lutte contre « le commerce inéquitable ». Sûrement beaucoup de sincérité, un côté très people aussi (de Davos aux médias spécialisés) et les plus hautes distinctions, de la Légion d'honneur à l'Ordre de l'empire britannique, Tony Blair précisant qu'il avait reçu cet honneur pour avoir ouvert les yeux du G8 sur « les besoins accrus d'aide au développement en Afrique ».

Toute la question est là. Qu'il faille aider l'Afrique à se développer est évident, mais comment ? C'est là que le journaliste du Monde raconte une anecdote intéressante. Lors d'un Forum de Davos, en 2005, après un discours d'appel au secours à propos du paludisme du Président tanzanien, Sharon Stone se lève et offre un chèque de 10 000 dollars, pour l'achat de moustiquaires. La salle enthousiaste suit son geste et on collecte en un instant un million de dollars, pour acheter les moustiquaires en question. Bravo.

« La suite est moins connue, moins reluisante aussi » ajoute Pierre-Antoine Delhommais. 300 000 moustiquaires ont été distribuées gratuitement. Cela a perturbé gravement le travail des vraies organisations humanitaires présentes sur

le terrain ; le marché noir s'est aussitôt développé ; beaucoup ont été gaspillées ; pas mal reconverties en filet de pêche, ce qui n'était pas le but a priori. Mais aussi colère des régions voisines révoltées de ne pas avoir été aidées de la même façon, et surtout ruine des fabricants locaux de moustiquaires, avec un fort chômage en conséquence. Encore s'agissait-il d'aide privée, mais l'aide privée nécessite des compétences, des personnes connaissant le terrain et des liens de communauté à communauté pour comprendre les vrais besoins, comme cela se passe par exemple avec les aides caritatives des églises, liant une paroisse à une autre. Dans ce cas là, des erreurs de ce type sont plus rarement commises, car l'information vraie a circulé, à échelle humaine.

C'est l'aide publique qui est le problème

Mais le pire n'est pas là. Tous ces people glissent rapidement de l'aide privée, utile si elle est intelligente et ciblée, à l'aide publique. Et c'est là qu'entre en scène Dambisa Moyo, auteur de « l'aide fatale » (chez J-C Lattès), économiste zambienne. Elle n'aime pas les bonnes âmes qui défendent l'aide publique, affirmant « la pop culture a donné une impulsion considérable à la conception erronée selon laquelle l'aide peut remédier à la pauvreté généralisée ». Et elle ne cache pas sa colère. Le livre a fait d'autant plus de bruit, d'abord aux Etats-Unis, puis ailleurs, qu'il est écrit par une Africaine et une Africaine qui ne songe qu'au bien de l'Afrique. Pour une fois, ce n'est pas une actrice de cinéma ou une rock star qui donne des conseils économiques au monde entier et aux politiques en particulier.

Passons sur le parcours de Mme Moyo, qui, quittant son pays avec une bourse pour les Etats-Unis, travaille à la Banque mondiale, puis va à Harvard et ensuite à Oxford, avant d'être économiste chez Goldman Sachs, responsable de la recherche pour l'Afrique subsaharienne.

A priori quelques raisons de tenir un discours crédible... et dérangeant : « L'aide a été et continue d'être un désastre total sur le plan politique, économique et humanitaire ». Elle cite le chiffre de 1 000 milliards de dollars versés à l'Afrique, pour aboutir à un revenu réel par habitant de l'Afrique subsaharienne, rappelle le journaliste du Monde, inférieur à ce qu'il était dans les années 70, 700 millions d'Africains en dessous de 1 dollar par jour et un taux de pauvreté extrême qui explose. Beau succès en vérité de l'aide publique. Même l'alphabétisation a reculé et l'espérance de vie stagne. Quel contraste avec les pays émergents d'Asie, de la Chine à l'Inde. Or, il y a trente ans, le PIB par habitant de plusieurs pays d'Afrique dépassait celui de la Chine. Aujourd'hui, on n'ose même plus comparer.

Aide = pauvreté, marché = développement

Bien sûr, certains diront que c'est parce que l'aide publique est insuffisante. D'autres, plus lucides, reconnaîtront qu'elle a été gaspillée. Les détournements, la corruption, l'enrichissement de la classe politique locale se sont généralisés au détriment des vrais destinataires. Pourtant là n'est pas l'essentiel. Le journaliste résume la pensée de l'économiste : « C'est l'aide qui porte en elle le mal qu'elle prétend combattre ». Le jugement de D. Moyo est sans appel : « Des millions de gens en Afrique sont plus pauvres aujourd'hui à cause de l'aide internationale ». Elle cite l'irresponsabilité des gouvernements, l'épargne découragée ; l'inflation; les investisseurs privés étrangers évincés ; les exportations étouffées.

Propose-t-elle une révolution ? D'une certaine façon oui, par rapport au politiquement correct, mais en réalité rien d'autre que ce qu'ont dit tous les grands économistes libéraux, les grands prix Nobel, et ce que nous essayons modestement de dire ici dans la Nouvelle lettre et sur Libres.org. Elle parle du recours aux marchés internationaux des capitaux, comme cela s'est fait en Asie ; du développement des intermédiaires financiers (ces pelés, ces galeux dont vient, paraît-il, tout le mal), allant jusqu'au micro-crédit ; mais aussi d'une action radicale de l'Occident pour mettre fin à son protectionnisme

agricole et aux subventions à l'agriculture européenne, américaine, japonaise.

On est même obligé de citer en exemple la Chine, qui certes n'agit pas sans arrière pensée, mais investit dans des infrastructures pour obtenir des matières premières : un échange, pas un don. Et d'ajouter : « Que se passerait-il si, l'un après l'autre, chaque pays d'Afrique recevait un coup de téléphone pour l'informer que dans exactement cinq ans les robinets de l'aide seront définitivement fermés ? ». Le pire ? Mais il est déjà là. Dans cette « thérapie de choc », l'Afrique n'aurait rien à perdre et tout à gagner. Voilà ce que résume le journaliste du Monde par cette jolie formule : « plus de Moyo et moins de Bono ».

La seule solution « passe par le marché »

On nous pardonnera - et Le Monde aussi, espérons-le (après tout nous en avons dit du bien pour une fois) - les longues citations de cet article. Qu'un quotidien qui a toujours été du côté « des forces de progrès » comme on dit et qui se réjouissait de la « libération » de Phnom-Penh par les amis de Pol Pot laisse passer ce type d'article doit être pris positivement. Le Figaro s'y est mis et a publié une excellente interview de la même Dambisa Moyo. Elle précise sa pensée pour qu'on ne s'y méprenne pas. Elle ne conteste pas l'aide d'urgence (en cas de catastrophe) ni l'aide caritative authentique, ciblée et de petits montants, utile pour de petits projets ; elle vise l'aide d'Etat : « Il n'y a pas un seul pays qui soit sorti de la pauvreté grâce à l'aide publique » dit-elle dans Le Figaro, tandis que la Chine s'est développée sans la moindre aide extérieure publique.

Conclusion, pour elle, la seule solution « passe par le marché ». Et en cessant de songer à une aide permanente. Même le plan Marshall n'a eu qu'un temps. Et elle ajoute cette phrase si cruelle pour nous, mais si vraie : « La France a fait des erreurs. Les pays africains marqués par une présence française figurent d'ailleurs parmi ceux qui affichent les moins bonnes performances », car la classe politique, Chirac en tête, ne jurait que par l'aide publique et critiquait Clinton, qui, lui, parlait libre commerce. Dans la masse actuelle des sottises, les réflexions que nous avons citées apportent un peu d'air pur. Voilà pourquoi D. Moyo sera sûrement très critiquée, et nous avec. Dire la vérité vous donne beaucoup d'ennemis. Mais seule la vérité rend libre.

Jean-Yves Naudet

LES LIMITES DE LA DEMOCRATIE DIRECTE

Il y a une affaire des minarets : c'est celle qui provoque commentaires et controverses. Mais il y a aussi l'affaire de la démocratie helvétique, et elle me paraît tout aussi sérieuse, sinon plus, que la précédente. Je voudrais m'élever avec force contre la condamnation presque unanime de la démocratie directe, dont les « limites » auraient été mises en évidence à l'occasion des minarets.

Il est reproché aux Suisses – jusqu'à les condamner – de nourrir un serpent dans le sein de leurs institutions, parce qu'ils pratiquent depuis des siècles le referendum d'initiative populaire.

J'ai entendu un premier argument : il faut que les décisions du peuple soient « filtrées » par la société politique. Car les décisions du peuple ne sauraient être que stupides, extrémistes, en un mot : populistes. Heureusement la démocratie représentative serait là pour corriger les errements des votations : les élus incarnent la sagesse, la pondération, les gouvernants ont connaissance et compétence. L'argument est étayé par des événements récents ou anciens. On revient sur la ratification du traité de Lisbonne : les Français consultés par referendum l'ont rejeté, mais heureusement nos hommes politiques ont changé la donne, car eux étaient conscients de l'intérêt de cette Europe politique dont les Français ne voulaient pas. Quelques années en arrière, le Parlement abroge la peine de mort sans aucune consultation populaire, puisque le sujet n'avait pas été évoqué dans les élections législatives, alors même que deux Français sur trois n'étaient pas abolitionnistes. Un député commente : si on avait demandé leur opinion aux gens ils n'auraient jamais accepté. Je ne suis pas un incondicional de la peine de mort, mais ce choix de société n'aurait-il pas mérité au moins un débat public, sinon une procédure de referendum d'initiative présidentielle prévue par la Constitution ?

Au fond, cet argument revient, purement et simplement, à confirmer le monopole sans partage de la classe politique sur les problèmes de société. La société civile n'a qu'à se taire. Aucune décision engageant durablement l'avenir ne doit être laissée au peuple. On pratique une démocratie de façade (réduite à l'urne, dit Yves Canac) : on demande périodiquement au citoyen de voter pour des hommes et des programmes dont il ne connaît pratiquement rien, on lui propose un paquet cadeau dont on ne sait ce qu'il contient ; de toutes façons, quand il l'ouvrira,

il découvrira ce qu'il n'attendait pas et sûrement pas ce qu'il souhaitait.

J'ai entendu un deuxième argument : la démocratie directe, c'est la démagogie et le populisme – termes rendus volontairement synonymes pour les rendre encore plus hâissables. Le peuple serait donc extrémiste par nature, et d'ailleurs l'exemple suisse montre bien que les électeurs ont été manipulés, désinformés, fanatisés. Voici les Suisses devenus en un jour les terroristes de l'Europe : heureusement ils ne sont pas membres de l'Union. Je crois me rappeler que tous les régimes totalitaires du XXème siècle ont été issus d'élections « régulières », qu'il s'agisse d'Hitler, de Mussolini, de Staline. Je ne vois donc pas en quoi la démocratie représentative protégerait mieux la liberté et les droits de l'homme que la démocratie directe.

C'est oublier à l'inverse que la démocratie directe protège les individus contre les dérives du pouvoir. Elle a été par exemple à l'origine de la révolution fiscale aux Etats-Unis : 16 Etats américains ont été amenés à modifier leur constitution pour y inscrire par exemple l'interdiction des déficits budgétaires ou le plafonnement des dépenses de l'Etat, ou des impôts. En Italie, le referendum négatif permet de rejeter une loi votée par le Parlement : ainsi en a-t-il été pour la législation « permissive » en matière de mœurs. La démocratie directe met les élus sous contrôle des citoyens. Mais, dans le vocabulaire de ses adversaires, les citoyens ne constituent rien de plus qu'un « peuple », masse imbécile qui voudrait en imposer aux princes qui le gouvernent.

Nous, en France, sommes particulièrement bien placés pour donner des leçons de démocratie aux Suisses – nous en donnons d'ailleurs en permanence au monde entier. Les amis de notre classe politique sont les dictateurs d'Amérique Latine, d'Afrique, et du Moyen Orient, le Parti Communiste Chinois, et le bon monsieur Poutine. Nous pratiquons la démocratie de la rue, et les vrais titulaires du pouvoir sont les leaders syndicaux, les électriciens gaziers et autres cheminots. L'état de droit s'arrête aux frontières des « zones urbaines sensibles ». Le communautarisme, le fanatisme et la criminalité ont « droit de cité ». Il n'y a pas de limite à la lutte des classes, des races et des religions. Voilà bien une démocratie exemplaire. La France vit dans la paix et la dignité, à la différence de la Suisse, patrie des fraudeurs, et maintenant foyer du fanatisme.

GREENPEACE : LA PAIX VERTE

Greenpeace est une de ces pièces majeures de la démocratie française décrite par Jacques Garello. Il y a peu d'associations qui portent un nom aussi fidèle aux objectifs qu'elles s'assignent. Les gens de Greenpeace ce sont d'abord des Verts. Ils sont les sauveurs de la planète, ils luttent sans arrêt contre la pollution, la croissance économique qui en est la cause et le système capitaliste qui produit cette croissance. Mais ces Verts sont aussi des non violents. Leurs méthodes sont éprouvées : ils bloquent un train en se couchant sur la voie, ils barrent l'entrée d'un port en installant une chaîne de bateaux, ils s'enchaînent aux grilles des ministères et préfectures. Maintenant ils envahissent le Palais Bourbon, cœur de la démocratie française.

Tout cela est bien marqué du sceau du pacifisme, et on ne comprend pas pourquoi les autorités publiques trouvent quelque chose à redire à ces manifestations qui tiennent plus du spectacle que de la guérilla civile. Il a été scandaleux que les services secrets français aient jadis tenté de saboter en Nouvelle Zélande l'un des bateaux de Greenpeace, sur l'ordre de feu Charles Hernu.

Certes on ne sait d'où vient l'argent de Greenpeace, en dehors des substantielles subventions que leur allouent les pouvoirs publics qui sont mal payés de retour. Certes les gens de Greenpeace portent cagoules et matraques, ils ne sont apparemment ni fichés ni poursuivis. Certes ils n'ont cure de la propriété privée, de la sécurité publique, et de la liberté des autres. Certes leur non violence n'est pas celle de Gandhi, mais plutôt celle de Lénine, et ils pratiquent le coup d'état plutôt que la grève de la faim. Mais tout cela s'explique aisément par la noblesse de la cause qu'ils défendent.

Greenpeace, c'est bien au-delà de la démocratie directe, on ne se satisfait pas de la mascarade des élections ni des élus du peuple. Car Greenpeace défend les intérêts de gens qui ne sont pas représentés dans les assemblées élues : les générations futures menacées d'apocalypse, les pauvres du Tiers Monde exploités par la mondialisation, et de façon générale toutes les minorités et communautés qui sont en voie de disparition dans la société de consommation.

Voilà au fond ce que signifiait l'intrusion pacifique dans la maison de nos députés : nous, minoritaires organisés, nous avons plus de pouvoir que vous, et sachez faire un meilleur usage de votre éphémère pouvoir à l'occasion de la conférence de Copenhague qui, comme

tout le monde le sait, apportera la paix et garantira la survie de notre planète.

AFGHANISTAN : DES MILITAIRES PLUTÔT QUE DES SOLDATS

La décision de Barack Obama d'envoyer des renforts de troupe substantiels en Afghanistan a évidemment de quoi surprendre les 90% des Français qui ont été ses supporters fervents, qu'il s'agisse du Président Sarkozy, de la droite anti-américaine ou de la gauche anti-capitaliste.

Le règne d'Obama laissait entrevoir deux changements diplomatiques décisifs. D'une part, les Etats-Unis devaient renoncer à une diplomatie « unilatérale », et tenir enfin compte de l'opinion de ses partenaires occidentaux. D'autre part, l'ingérence des Etats Unis dans les affaires du Moyen Orient au prétexte de lutte contre Al-Qaïda devait laisser place à un dialogue fructueux avec des dirigeants jusque là exclus du cénacle mondial. La rencontre avec les dictateurs en place s'imposaient : il fallait réhabiliter Ahmadinejad, le Hamas et quelques autres pour construire la paix avec eux.

On est bien loin du compte. Obama n'a visiblement consulté que l'état major américain pour prendre sa décision, et elle s'est imposée aux pays membres de l'OTAN – ce qui gêne Nicolas Sarkozy qui a décidé que la France fasse retour à l'OTAN. On est à nouveau en plein unilatéralisme. Les Etats-Unis détiennent les bases de la diplomatie mondiale. Pour autant la ligne devient assez proche de celle de George W. Bush. Après avoir apparemment abandonné Israël, notamment sur le problème des colonisations, le ton se durcit maintenant avec le Hamas, et Hillary Clinton aussi bien que Dick Cheney reviennent à des alliances plus « classiques ».

Alors, que reste-t-il à faire pour les partenaires Français ? Ils ont trouvé une parade habile, d'ailleurs dans l'air depuis quelques mois sous l'impulsion de Bernard Kouchner. Les militaires que l'on va envoyer en renfort en Afghanistan ne seront pas des soldats. Ils n'auront pas mission de faire la guerre et d'affronter les talibans les armes à la main. Ils seront là pour former des militaires de l'armée afghane, mais aussi pour ouvrir et entretenir des routes, construire des écoles et des logements. On fait le pari que la population rejettera d'autant mieux les talibans que les Occidentaux feront quelque chose pour lutter contre la misère et la corruption. L'honneur est sauf : on ne dit pas non à Obama, mais on n'engage pas de troupes supplémentaires. Au fait ; quelle est la diplomatie française ?

CAPITALISATION : LES QUESTIONS QUE SE POSENT LES FRANÇAIS

La réforme des retraites commence à agiter les esprits.

La dernière de nos Lettres attirait votre attention sur le « rendez-vous de 2.010 » donné par le gouvernement aux assemblées, partenaires sociaux et autres instances concernées par la réforme des retraites. Depuis, la nouvelle d'un report du rendez-vous a été annoncée par Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP : le rendez-vous ne sera pas au premier semestre 2010, mais au deuxième. Malicieusement, les journalistes ont lié ce report aux élections régionales. Point du tout : nous sommes certains que le gouvernement mûrit la solution, et sans doute les experts auront-ils ainsi le loisir d'achever la lecture des trois volumes de « Futur des Retraites et retraites du Futur » publiés par l'IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales) en partenariat avec l'ALEPS et Contribuables Associés (trois tomes disponibles sur www.aix-provence.com ou Amazon ou auprès des trois associations citées).

Le début de cette semaine a vu le départ du tour de France de Contribuables Associés pour présenter aux adhérents et à leurs amis les thèses soutenues par les auteurs. A Nice lundi dernier 30 novembre et à Marseille le 1er décembre, Benoîte Taffin, porte-parole de Contribuables Associés, et Alain Mathieu, président, ont réuni chaque fois une centaine de personnes pour écouter Jacques Garello et Georges Lane. La teneur de leur discours est bien connue, nous n'y revenons pas – ceux qui le désirent peuvent se référer aux ouvrages. En revanche, il est certainement instructif de connaître trois des questions revenues avec insistance dans le débat :

La capitalisation est-elle à la portée des gens sans ressource ?

La capitalisation semble aux yeux de certains réservée à des gens riches, qui ont les moyens de payer des primes. C'est vrai dans la situation actuelle, et c'est une injustice : les gens fortunés ont l'information et l'argent qui leur permettent de souscrire à des contrats d'assurance vie ou d'ouvrir des comptes d'assurances retraites. Ils peuvent s'assurer contre la faillite inéluctable de l'assureur Sécurité Sociale. Les gens modestes sont donc exclus de cette capitalisation-là. Cependant, la réforme préconisée par les auteurs ne concerne pas le « deuxième pilier » (complémentaires) ni le troisième (épargne individuelle placée), mais bien le premier pilier, c'est-à-dire l'assurance vieillesse obligatoire, pour laquelle tout le monde est obligé de cotiser, et de subir les avatars de la répartition. La réforme aboutirait à dévier tout

ou partie des cotisations en répartition vers un placement en capitalisation, sans que le montant global des cotisations obligatoires soit modifié. Sur les quelque 16% du salaire payés aujourd'hui pour la vieillesse (régime général), l'Etat autoriserait de reverser 2, 3, 5 ou 6% (peu importe le chiffre) à un fonds de pension. Donc pas d'argent frais à apporter au système par capitalisation, et tous les salariés se voient offrir le choix entre rester en répartition ou passer en capitalisation.

La capitalisation a été jadis ruinée par l'inflation

Il est exact que des personnes ayant souscrit des assurances par capitalisation dans les années 1920 et 1930 ont été ruinées par les dévaluations successives du franc. C'est d'ailleurs l'argument invoqué avec insistance pour dénoncer les « échecs de la capitalisation ». Deux remarques s'imposent. La première c'est que l'inflation n'est pas une fatalité, elle est due uniquement aux dérapages monétaires et budgétaires des gouvernants ; aujourd'hui même en période de crise, nul gouvernement ne veut risquer une inflation, qui détruirait instantanément la compétitivité internationale ; la mondialisation nous abrite contre l'inflation – au demeurant en Europe, dans l'Euroland, pas d'inflation sans consensus des adhérents à la Banque Centrale Européenne. La deuxième remarque concerne la gestion des fonds : si les placements à revenus fixes (type obligations) ne sont pas indexés – mais ils le sont devenus la plupart du temps – les placements à revenus variables (type actions) le sont automatiquement. Reste aux fonds de pension à composer des portefeuilles mettant les droits des assurés à l'abri des éventuelles dépréciations monétaires.

Peut-on faire confiance aux assureurs, réputés mauvais payeurs ?

Il est vrai que la profession se fait tirer l'oreille pour payer les assurés quand l'accident se produit. Mais il s'agit précisément des assurances concernant des risques liés à des événements aléatoires : assurance auto, responsabilité civile, assurance santé, etc. S'agissant des retraites, il n'y a aucune discussion possible, puisque le « risque » est celui de l'âge et de la durée de vie, et il est prévu par le contrat. D'autre part, la réforme implique une large ouverture à la concurrence, et la possibilité de changer de fonds de pension si l'on trouve des contrats plus avantageux. C'est l'assuré qui est ici en position de force, et non pas l'assureur.

Le sacrifice de l'épargnant

L'épargne est cette partie du revenu qui n'est pas dépensée ; c'est l'argent « mis de côté ». La fourmi fait des « économies », elle a des vertus morales que ne possède pas la cigale. Celle-ci est imprévoyante, et le moment venu elle compte sur sa fourmi la voisine pour échapper au triste sort où l'a mise son incurie. Dans les périodes difficiles, les gens lucides essaient de freiner leurs dépenses, ils conservent une partie de leurs revenus pour couvrir les risques éventuels : l'épargne est une assurance, elle est une prévoyance. Mais cette épargne de précaution n'est pas la seule. D'autres mettent de l'argent de côté parce qu'ils pensent à un horizon plus lointain : ils visent l'acquisition d'un logement, ou l'équipement de leur maison, ou un meilleur confort pour leurs vieux jours, ou le legs d'un patrimoine à leurs enfants. L'épargne résulte donc d'un choix délibéré, ce n'est pas un simple « résidu » comme le prétendait Keynes qui se moquait du « sacrifice de l'épargnant ».

Que faire de son épargne ?

Trois considérations entrent en jeu ici : la liquidité (récupérer son argent à tout moment), la sécurité (récupérer son argent à coup sûr), la rentabilité (récupérer plus que sa mise). Malheureusement il n'existe pas de formule pouvant satisfaire à ces trois objectifs à la fois. Il existe en fait tout un éventail de possibilités. La thésaurisation (billets de banque sous la pile de linge) est pure stérilisation de l'épargne. Viennent ensuite les emplois « liquides » : avoir sur son compte chèque, comptes sur livrets. Ils ont liquidité et sécurité, mais faible rentabilité. Celle-ci n'apparaît que lorsque l'épargnant renonce – au moins partiellement – à la liquidité et engage son argent pour une durée plus ou moins longue. L'engagement peut consister en achat de titres à revenus fixes (obligations) ou variables (actions, dont les revenus ou les plus values dépendent de la santé de l'entreprise considérée). Aujourd'hui la crise des systèmes de protection sociale oriente les épargnants vers les épargnes retraites ou les assurances : assurance-vie, assurance décès, maladie, etc. Enfin, l'argent peut être affecté à l'achat d'un bien mobilier (or, antiquité, vin, tableau) ou immobilier (appartement, terrain), ou dans l'investissement dans une entreprise (la sienne, celle d'un enfant qui s'installe ou d'une personne proche (système des « business angels »).

« Trop d'épargne ralentit la reprise »

La formule est du président actuel du FMI, dans la plus pure tradition de Malthus et Keynes pour lesquels l'épargne, vertu privée, devient

un vice public, véritable source de la crise et de la stagnation durable. L'idée est simple : si les gens épargnent, leur dépense ne sera pas suffisante à absorber la production courante des entreprises. Il y a un circuit économique global : la production permet de distribuer des revenus, qui donnent un pouvoir d'achat, et les dépenses qui s'en suivent absorbent la production. L'épargne est une fuite dans ce circuit, et si les gens épargnent les entreprises auront des invendus, et ce sera le chômage. Par conséquent l'Etat doit s'employer à soutenir la dépense pour compenser la fuite d'épargne.

L'EPARGNE : VERTU PRIVEE, VICE PUBLIC ?

L'impôt est un moyen de prendre l'argent des particuliers pour le recycler et faire redémarrer la croissance.

L'épargne moteur de la croissance

La faiblesse de la thèse est de présenter un circuit économique statique, sans tenir compte de ce qui se passe avant et après. Avant, il y a eu de l'épargne, et elle a eu pour vocation normale de se réinjecter tôt ou tard dans le circuit : les banques recyclent l'argent de leurs clients, comme les compagnies d'assurance, comme les particuliers eux-mêmes. Après, il y a tous ces revenus de l'épargne, car elle aura fait des rejets. L'investissement permettra d'accroître la masse de biens et services produits, créera des emplois et distribuera des revenus. L'épargne viendra en aide à l'innovation, réduira les coûts et augmentera le pouvoir d'achat.

A l'inverse faute d'épargne il est impossible aux entreprises de s'adapter et aux financiers d'accorder les crédits dont tout le monde a besoin. L'épargne capitalisée réserve les valeurs pour les périodes et les générations futures. C'est le présent qui prépare le futur.

Les ennemis de l'épargne

C'est la raison pour laquelle il faut éviter de détruire l'épargne et l'esprit d'épargne. Les ennemis de l'épargne sont l'inflation, qui frappe terriblement les liquidités, qui est un véritable impôt sur les réserves monétaires, et la fiscalité progressive, qui atteint cette partie du revenu que les gens peuvent et veulent consacrer à l'épargne. En France, l'épargne subit de plus l'impôt en cascade : elle est taxée au niveau du revenu perçu, puis sur les revenus qu'elle rapporte si elle est placée, puis à l'occasion de sa transmission (donation, héritage). On tue ainsi le patrimoine, on incite les gens à dépenser, à vivre au jour le jour, et on transforme les fourmis en cigales.